

M. NESBITT: Cela est absolument vrai; il n'y a pas à le nier. Mais, autant que je puis voir, peu importe. La Chambre a adopté la loi des élections en temps de guerre et ses membres ont été élus à de fortes majorités en conformité de cette loi. Quant à moi, je l'ai été en dépit d'elle, de sorte que je n'ai pas été et n'ai jamais eu rien de bon à dire.

L'honorable député (M. Devlin) a mentionné la province de Québec comme la plus stable du Canada. Je partage cet avis, car il y a de la stabilité dans la province de Québec. Un trop grand nombre de nos autres provinces caressent des marottes. Dans plusieurs, il y a trop de lois avancées, en ce qui concerne les finances de ces provinces et les intérêts de leur population. Je rends donc hommage au Québec et je le félicite de la manière dont ses affaires politiques et financières sont administrées depuis dix ans et du rang qu'il a atteint.

J'éprouve un inconvéient en adressant la parole cet après-midi, car j'étais absent hier et n'ai pas entendu ce qui s'est dit; il ne m'a pas été donné non plus de lire le hantsard. Cependant, le discours du trône contient un projet—un simple projet; j'ignore si on a le dessein de le pousser plus loin—relativement à l'assurance contre le chômage forcé. En jetant les yeux sur le discours du trône, je m'aperçois qu'il s'agit d'une enquête, non d'un projet—que le ministère du Travail fait une enquête sur un mode d'assurance contre le chômage forcé. J'espère que le ministère ne s'aventurera pas dans une telle entreprise. Je suis d'avis de procurer à tous l'occasion de travailler. Selon moi, le seul moyen que le pays a de se débarrasser en quelques années du fardeau énorme qui l'accable, c'est que chacun travaille; et je crois que, si l'on veut travailler, il y a au pays assez d'ouvrage pour tout le monde. Il peut parfois être nécessaire, comme il l'a été dernièrement dans quelques-unes des grandes villes, de secourir ceux qui manquent d'ouvrage; cependant, je ne puis faire autrement que de croire qu'un grand nombre d'entre eux pourraient trouver du travail, s'ils le voulaient vraiment. Je sais que, dans ma région, plusieurs pourraient avoir de l'ouvrage dans les fermes—non pas à cinq ou six dollars par jour, mais en exigeant une rémunération légitime. Rien ne fait plus de mal à une population que l'aumône accordée sans discernement, car elle tend à entretenir l'idée que les gens peuvent se tirer d'affaire sans travailler.

Depuis deux ou trois ans, le pays a traversé des temps très difficiles, en ce qui concerne la question ouvrière. Nombre d'établissements industriels ont dû fermer leurs portes ou diminuer les heures de travail. Les uns ont tenté de maintenir leur exploitation dans l'intérêt de leurs ouvriers, d'après le principe que, faute d'un bœuf, il faut se contenter d'un œuf.

En somme, le commerce ressemble à une roue qui tourne; le consommateur s'approvisionne chez le détaillant qui achète du marchand en gros et celui-ci s'adresse au fabricant. Le cultivateur produit les denrées alimentaires et les autres, qui ne cultivent pas la terre, achètent ses produits. Si ceux-ci n'ont pas d'ouvrage ni d'argent, ils ne peuvent pas les acheter, non plus que les articles du fabricant.

L'été dernier, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, que je sache, les journaux ont publié que tout coûterait moins cher, que les prix dégringolaient. C'est un fait qu'il y a eu nombre de diminutions des prix de détail; certains articles qui étaient vraiment des objets de luxe ont pu baisser sensiblement.

Même dans ce cas, on a dû, j'imagine, en tirer un légitime profit; car pendant la durée de la guerre et tant que les salaires furent élevés, les gens avaient pour ainsi dire perdu la boussole, achetant des choses que leur situation pécuniaire ne leur permettait pas de se procurer et prodiguant l'argent en dépenses sans utilité réelle pour eux-mêmes. Ainsi, je sais un homme auquel son emploi a fait gagner quinze dollars par jour pendant plusieurs années et qui s'est trouvé sans ressources au bout de trois mois de chômage. Il avait trop dépensé sans songer à l'avenir. Je ne dirai pas que tous ont fait de même, mais je sais des centaines de personnes qui ont ainsi dépassé la mesure de leurs moyens. Devant le comité qui fut chargé de faire des investigations sur la cherté de la vie, on a rapporté que certaines gens ne daignaient pas même jeter les yeux sur les chaussures qu'on leur offrait à huit ou dix dollars la paire, mais qu'ils trouvaient les mêmes chaussures tout à fait à leur goût quand on leur en demandait dix-huit ou vingt dollars la paire. Je ne rappelle ce fait que pour faire voir qu'il soufflait dans le pays un vent de folie qui poussait les gens à des dépenses excessives à une époque où ils auraient dû pratiquer l'économie.

L'été dernier, les gens cessèrent d'acheter parce que l'idée leur était venue que